



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



## BULLETIN HEBDOMADAIRE NO.101 / 1er MARS 88

### CONVERSATIONS SUR LE CESSEZ-LE-FEU REPOUSSEES AU 9 MARS.

Les conversations en vue du cessez-le-feu butent sur l'ordre du jour. Le cardinal Obando, médiateur, a demandé qu'on discute d'abord de "mesures de démocratisation", alors que la délégation du gouvernement souhaite régler les aspects techniques du cessez-le-feu, rappelant ce que prévoit exactement le texte des accords d'Esquipulas. Quelques jours après que le cardinal a suspendu unilatéralement les conversations à Guatemala, il y a eu un échange de lettres entre le président Ortega et le médiateur qui permettent de saisir sur quoi porte le différend.

### RIGUEUR ET PERSUASION POUR DEFENDRE LA NOUVELLE POLITIQUE SOCIALE

C'est le jeu du quitte ou double: ou on respecte les nouveaux prix fixés sur lesquels ont été réajustés les salaires, ou alors c'est la débâcle inflationniste qui reprend. L'enjeu est de taille ! La population a décidé de partir en guerre contre les spéculateurs et les commerçants illégaux. Les comités de quartier, du coup réactivés, coordonnent des actions avec les syndicats, les ministères et la police pour contrôler les prix, déloger des vendeurs illégaux dans les marchés et dans les rues, pour confisquer des marchandises cachées dans des dépôts, une lutte qui ne se fait pas toujours à l'amiable. Dans de nombreuses villes, on défile dans les rues pour réclamer que soient respectés les nouveaux prix. Mettant en garde contre la "chilénisation" du Nicaragua, le président Ortega est allé jusqu'à appeler les consommateurs à faire grève pour défendre leurs droits à "payer le juste prix".

### PANAMA: LE PRIX A PAYER POUR RESTER MAITRE DE SA POLITIQUE EXTERIEURE .

Le 25 février, le chef de l'Etat panaméen, E. Devalle, annonçait la destitution du général Noriega, ministre de la défense. La crise ouverte depuis plusieurs mois au Panama entrainait dans une phase critique. Mais E. Devalle et ses amis américains avaient sous-évalué la force de la pensée du général Torrijos, résolument anti-impérialiste, non-alignée et nationale...

### GUATEMALA : ETRE FEMME ...

Un rapport de l'Organisation panaméricaine de la santé, publié en 1983, révèle que 8,3 % des femmes guatémaltèques meurent au cours de leur grossesse ou de leur accouchement. L'absence de soins médicaux, due à la rareté ou à la cherté des centres de santé, explique cette situation qui a empiré depuis 1983. Mais les femmes meurent aussi d'infections intestinales ou de complications respiratoires, problèmes bénins dans les pays industrialisés, mais mortels dans une population mal nourrie. Pourtant, malgré les risques que leur fait courir le fait d'être enceinte et d'accoucher, les femmes guatémaltèques continuent à faire des enfants. Par ignorance, mais peut-être aussi par rébellion.

### EN BREF :

- RESTRUCTURATION DE L'APPAREIL D'ETAT
- ACTIVITES DES INTERNATIONALISTES ET ONGs
- LE RETOUR DES MISKITOS SE POURSUIT
- ETATS-UNIS : CAMPAGNE ELECTORALE ET POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA

40 P 11481

## CONVERSATIONS SUR LE CESSEZ-LE-FEU REPOUSSEES AU 9 MARS

Un échange de lettres a eu lieu les 23, 24 et 25 février entre le président de la République, Daniel Ortega, et le cardinal Miguel Obando, médiateur dans les conversations sur le cessez-le-feu entre les Sandinistes et les contras.

La dernière réunion, commencée le 18 dans la capitale du Guatemala, a été brusquement interrompue le 19 février par Mgr. Obando, sans consultation des deux parties, celui-ci ayant décidé qu' "il n'y a pas de base pour un accord", alors que la veille il avait lui-même présenté un résumé des thèmes convergents qui auraient pu faire avancer les négociations.

Malgré cette impasse, le gouvernement presse Mgr. Obando pour que reprennent les discussions sur les aspects du cessez-le-feu, tels qu'ils sont envisagés dans les accords d'Esquipulas, excluant donc les aspects politiques qui, toujours selon les accords, sont à aborder avec des groupes désarmés, c'est-à-dire quand la Contra aura cessé les hostilités et se sera intégrée à la vie sociale et politique du Nicaragua.

L'ANN vous propose une chronologie des négociations ainsi que les trois lettres.

*15 et 16/01/1988:*

Sommet des présidents centraméricains à San José (Costa Rica). Le président Ortega annonce que son gouvernement accepte 1) que des membres du gouvernement participent aux négociations avec la Contra sur le cessez-le-feu 2) que les rencontres aient lieu en Amérique centrale.

*21/01/1988:*

La délégation nicaraguayenne se rend à San José pour se réunir avec la Contra sans perdre de temps. La Contra refuse et propose une rencontre pour les 28 et 29 janvier.

*28 et 29/01/1988:*

Réunion de négociation entre la Contra et la délégation nicaraguayenne à San José. Discussion sur des aspects techniques.

*03/02/1988:*

Le Congrès américain refuse de voter l'aide à la Contra.

*04/02/1988:*

La Contra ajourne la réunion prévue depuis San José pour les 10, 11 et 12 février, prétextant l'absence de Mgr. Obando qui se trouve au Vatican.

*17/02/1988:*

Retour du cardinal Obando à Managua: il rencontre la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN). Dans une homélie pour l'ouverture du carême, il demande, entre autres, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques et fait plusieurs commentaires sur le service militaire patriotique, affirmant qu'il serait bon qu'il cesse.

*18/02/1988:*

La rencontre commence dans la capitale guatémaltèque à 16 heures par une discussion sur la proposition d'ordre du jour de l'équipe de médiation, reprenant les points de convergence exprimés lors de la précédente réunion. (première proposition).

Une heure plus tard, le cardinal fait une seconde proposition qui comprend 4 exigences pour le gouvernement du Nicaragua (amnistie totale, liberté de la presse, reprise du dialogue national, révision de la loi du service militaire patriotique) et 1 seule pour la Contra (se regrouper et accepter le cessez-le-feu pour un mois).

*19/02/1988:*

La délégation nicaraguayenne déclare qu'avant de discuter des exigences du cardinal, quoiqu'elles soient déjà mises en oeuvre au Nicaragua, il convient de régler avec la Contra les aspects concrets du cessez-le-feu: (où? quand? vérifié par qui? etc...) Le cardinal se réunit avec la Contra puis déclare qu'il se retire de cette négociation, alléguant le manque de confiance entre les deux parties. Cependant, la délégation du gouvernement nicaraguayen remet sa proposition officielle qui comprend l'autorisation pour la Contra d'envoyer des observateurs au dialogue national dès que le cessez-le-feu aura été obtenu.

*23/02/1988:*

Le président Ortega envoie une première lettre au médiateur.

*24/02/1988:*

Le cardinal répond au président après avoir consulté la Contra par téléphone. Anecdote (!): P.A. Cuadra, directeur de la Prensa, se trouvait présent au début de la réunion de l'équipe de médiation et des sources proches affirment qu'il est resté jusqu'au bout.

*25/02/1988:*

Le président Ortega répond au cardinal.

*9, 10 et 11/02/1988:*

Dates acceptées pour la prochaine réunion au Guatemala.

**LETTRE DU PRESIDENT ORTEGA AU CARDINAL OBANDO Y BRAVO, MEDiateUR DANS LES NEGOCIATIONS DU CEsSEZ-LE-FEU**

Managua, (ANN). Le cardinal Obando y Bravo, médiateur dans les négociations en vue du cessez-le feu entre le gouvernement du Nicaragua et la contre-révolution, a brusquement suspendu les discussions dans la capitale du Guatemala le 18 février, alléguant un mutuel manque de confiance entre les deux délégations. Le président de la République Daniel Ortega lui a adressé une lettre ouverte dont nous vous proposons le texte intégral.

Eminence:

Je m'adresse à vous afin d'évoquer les récentes conversations sur la concertation du cessez-le-feu qui ont eu lieu dans la ville de Guatemala les 18 et 19 février.

Il me semble utile de vous rappeler que, lors de la réunion pour le cessez-le-feu à San José, les 28 et 29 janvier, il a été convenu tant par la délégation du gouvernement que par la délégation de la contre-révolution que la prochaine réunion aurait lieu dans la ville de Guatemala les 10, 11 et 12 février.

Cet accord entre les deux délégations était soumis à confirmation en fonction de votre calendrier, puisqu' à cette occasion Mgr. Mosco Vivas, qui présidait cette réunion, a indiqué que votre présence était nécessaire.

Prenant en considération ce que vous avez signalé à plusieurs reprises, à savoir que, chaque jour qui passe, 25 Nicaraguayens meurent dans la guerre d'agression que subit le pays, le gouvernement a appris avec consternation que la réunion prévue pour cette date avait été ajournée car vous n'étiez pas revenu au Nicaragua.

Le gouvernement du Nicaragua a été obligé d'attendre le 18 février pour renouer les conversations sur la concertation du cessez-le-feu, et a accueilli avec une très grande préoccupation l'annonce que la réunion prévue pour durer 3 jours, c'est-à-dire les 18,19 et 20 février, a été suspendue brusquement sans consulter la délégation du gouvernement ni celle de la contre-révolution.

Si nous considérons que, lorsqu'on fixe trois jours de réunion, le rythme normal de travail est de 8 heures quotidiennes, il y aurait donc eu en trois jours 24 heures de travail effectives pour faire avancer la proposition d'ordre du jour ou les points de convergence que vous avez présentés dans l'après-midi du 18 février.

Cependant, les choses ne se sont pas passées ainsi et, pour l'ensemble des rencontres, le rythme de travail a été le suivant: deux réunions bilatérales entre le médiateur et le

gouvernement du Nicaragua, soit 40 mns. Deux réunions bilatérales entre le médiateur et la contre-révolution, soit 75 mns. Deux réunions conjointes du médiateur avec les deux délégations, soit 3 h et 10 mns. Cela fait en tout 5 h et 5 mns effectives de travail et c'est ce qui rend inompréhensible la brusque suspension.

Tenant compte de la préoccupation exprimée dans votre communiqué unilatéral de suspension des discussions, qui se réfère à la capacité de décision des représentations, tant celle du gouvernement du Nicaragua que celle de la contre-révolution, et cela bien que notre délégation ait le niveau requis, je me permets de vous faire savoir que j'ai décidé de nommer le major de l'armée populaire sandiniste, J. Cuadra, à la tête de la délégation du gouvernement du Nicaragua dans les conversations sur le cessez-le-feu, sans que cela modifie la composition du reste de la délégation qui a participé aux réunions sous la conduite de Victor Tinoco, vice-ministre des Relations extérieures. Nous espérons de même que, répondant à l'inquiétude que vous avez manifesté dans votre communiqué, la contre-révolution élève le niveau de sa délégation.

Afin de contribuer sérieusement aux efforts nécessaires pour éviter que le sang coule davantage et que continuent à mourir tant de Nicaraguayens, comme vous le faites remarquer, il serait opportun que l'on puisse disposer du temps nécessaire et qu'on ne ménage pas les efforts afin que, immédiatement, les 26, 27 et 28 février se réalise dans la ville de Guatemala une nouvelle réunion qui reprenne les points de convergence des deux ordres du jour, se trouvant dans le document que vous avez présenté dans l'après-midi du 18 février. Je considère que cet ordre du jour synthétise les convergences sur le cessez-le-feu qui existent entre les points du gouvernement du Nicaragua et ceux de la contre-révolution, et qu'il contient les éléments importants qui doivent permettre la cessation définitive des hostilités et la fin de la guerre.

La délégation nicaraguayenne, conduite par le major général Joaquin Cuadra, est prête à participer à cette réunion.

Veuillez agréer, Eminence, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Daniel Ortega Saavedra  
Président de la République du Nicaragua

**REPONSE DU CARDINAL ( 24 FEVRIER )**

Dans la lettre qu'il a envoyée au président Ortega, Mgr.Obando rejette les remarques faites par D. Ortega sur son attitude peu patiente au Guatemala. Il affirme de même que "ce n'est pas vrai que les discussions ont été interrompues sans consulter les délégations", précisant que le 19 février il a lu à ces dernières le brouillon de son communiqué: alors que la Contra l'approuvait, la délégation du gouvernement nicaraguayen, selon lui, a demandé 3h et demie pour consultation.

Dans la partie la plus importante de sa lettre, le cardinal écrit: "Si (...) les conversations peuvent reprendre sur la base de la dernière proposition que j'ai faite comme médiateur(...) je propose que l'ordre du jour soit le suivant: 1) date à laquelle le gouvernement du Nicaragua accordera une amnistie totale et inconditionnelle à tous les prisonniers, arrêtés pour délits politiques et de droit commun connexes.

Procédure à suivre et organismes qui vont assurer la vérification.

2) Date à laquelle votre gouvernement va compléter la liberté d'expression sans restriction et organisme qui va à assurer la vérification.

3) Date à laquelle votre gouvernement répondra aux demandes des partis d'opposition pour renouer le dialogue qui permette le processus de démocratisation du Nicaragua.

4) Date à laquelle votre gouvernement, en dialogue avec l'opposition, procédera à la révision de la loi du service militaire pour parvenir à la totale pacification et à la réconciliation de la famille nicaraguayenne.

5) Nombre, lieu et superficie des enclaves et date à laquelle la résistance devra s'y rendre. Garanties pour les forces (de la résistance, n.d.l.t.) pendant cette trêve et "modus operandi" pendant la durée du cessez-le-feu.

6) La réunion se tiendra au Guatemala les 9, 10 et 11 mars 1988 et les travaux commenceront le 9 mars à 9 heures.

**SECONDE LETTRE ET REPONSE DU PRESIDENT ORTEGA AU CARDINAL OBANDO, EN DATE DU 25 FEVRIER**

Eminence,

Je m'adresse à vous pour vous faire connaître la position de mon gouvernement quant à la tâche cruciale que représente la concertation sur le cessez-le-feu, dans le cadre des accords des cinq présidents centraméricains, signés le 7 août 1987 et connus comme Esquipulas II. Je reconnais les efforts que vous-même et l'équipe de médiation que vous présidez ont faits durant les derniers mois pour la concertation du cessez-le-feu.

Il me semble important de vous renouveler l'assurance que mon gouvernement est profondément respectueux des engagements souscrits par les cinq présidents avec les accords d'Esquipulas.

Dans les points 1 et 2 de ces accords, est établie clairement la différence entre l'engagement à s'efforcer de concerter un cessez-le-feu avec les groupes armés et l'engagement, distinct, à commencer à dialoguer avec les groupes politiques désarmés d'opposition politique interne et les groupes qui se sont prévalus de l'amnistie.

En ce qui concerne le cessez-le-feu, l'accord du Guatemala dit textuellement: : "Les gouvernements des dits Etats s'engagent à réaliser toutes les actions nécessaires pour parvenir à un cessez-le-feu effectif dans le cadre constitutionnel ". Quant au dialogue politique, il signale : "... Créer les mécanismes qui permettent, en accord avec la loi, le dialogue avec les groupes d'opposition. A cette fin, les gouvernements concernés commenceront le dialogue avec tous les groupes désarmés d'opposition politique interne et avec ceux qui se sont prévalus de l'amnistie ".

Fidèle à l'esprit et à la lettre d'Esquipulas II, je veux vous confirmer que mon gouvernement accepte comme ordre du jour valable pour les discussions de concertation du cessez-le-feu le premier ordre du jour, ou points communs, que sur le cessez-le-feu vous avez présenté à la délégation du gouvernement du Nicaragua comme à celle de la contre-révolution, l'après-midi du 18 février, dans la ville de Guatemala et qui dit textuellement:

## POINTS COMMUNS :

<u>gouvernement</u>	<u>résistance</u>
définition concept de zones	définition conceptuelle
délimitation géographique des zones	délimitation des zones
approvisionnement des zones	modus operandi
commissions mixtes et vérification du cessez-le-feu	commissions, instances, mécanismes de supervision et vérification
date et durée du cessez-le-feu	calendrier

Il est important de rappeler que ces points communs ou ordre du jour de conciliation sur le thème du cessez-le-feu ont été présentés par vous et acceptés par la délégation du gouvernement du Nicaragua comme par celle de la contre-révolution.

Convaincu que c'est par ce chemin que nous avancerons rapidement vers notre objectif qui est de concerter un cessez-le-feu et d'empêcher ainsi que le sang ne coule davantage, et cela le plus vite possible, nous acceptons votre proposition d'une nouvelle réunion dans la ville de Guatemala, les 9, 10 et 11 mars, au cours de laquelle nous pourrions reprendre les points de convergence signalés plus haut, qui, sur le cessez-le-feu, ont été présentés par vous et acceptés par le gouvernement du Nicaragua et la contre-révolution.

De même, je vous communique que le major général J. Cuadra est prêt à assister à la rencontre et nous espérons que, pour répondre à l'inquiétude que vous avez manifestée, la contre-révolution élève le niveau de sa délégation.

Veillez agréer, Eminence, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Daniel Ortega Saavedra, président de la République du Nicaragua.

### RIGUEUR ET PERSUASION POUR DEFENDRE LA NOUVELLE POLITIQUE SOCIALE

par Sergio Ferrari.

**Managua, (ANN).** La mise en oeuvre des récentes mesures économiques accompagnant la réforme monétaire annoncée le 14 février est venue pimenter la réalité sociale du pays. Rapidement sont apparues des attitudes antagonistes et des confrontations directes entre les défenseurs de la nouvelle politique et les spéculateurs.

Tandis que les consommateurs, stimulés par les organismes populaires, exprimaient leur décision de faire respecter les nouveaux prix des produits de base, des commerçants et transporteurs, habitués qu'ils sont à spéculer, s'employaient à les fausser. Parallèlement, un important groupe d'exploitants agricoles et chefs d'entreprise (éleveurs, producteurs de biens d'exportation et autres) entamaient des conversations avec les autorités gouvernementales en vue de définir conjointement les futurs prix de toute l'infrastructure commerciale, profondément secouée par la réforme.

La tension n'a pas tardé à se faire sentir dans les marchés et dans les rues. Pendant que d'un côté des vendeurs d'aliments de base (maïs, haricots et riz), dérangés par la nouvelle fixation des prix, faisaient disparaître, comme par magie, les marchandises de leurs étalages, des groupes de consommateurs se chargeaient de découvrir des remises secrètes remplies de provisions, d'en sortir les marchandises et de les mettre en circulation. Appuyés par la police, d'autres délogeaient des alentours des marchés les vendeurs illégaux et les spéculateurs qui, insensibles à la grande campagne d'information, refusaient de comprendre que les mesures mises en action pour défendre le pouvoir d'achat des salariés étaient une lutte déclarée contre leurs exactions.

Aux arrêts de bus et dans les gares routières, même situation.

Des transporteurs privés - à Managua, 200 bus seulement circulent alors qu'il en faudrait 400 - allaient jusqu'à exiger 10 fois le tarif fixé officiellement, provoquant l'indignation des usagers.

S'alliant aux inspecteurs du ministère du transport et à la police, ils ont organisé des opérations de contrôle-surprise en 83 points de la ville. En quelques heures, 40 véhicules étaient consignés, certains sanctionnés par une amende, d'autres confisqués pendant plusieurs jours et une douzaine réquisitionnés par le ministère de l'intérieur afin d'assurer la distribution des aliments de base vers les postes de ravitaillement d'Etat dans les quartiers de la capitale.

Les commerçants légaux, munis de leur licence et payant consciencieusement leurs impôts, eux aussi victimes des agissements des illégaux, ont également énergiquement protesté. Une grande agitation régnait dans les rues et les marchés où l'on pouvait observer des discussions vives, des altercations et même des empoignades entre consommateurs et spéculateurs. Dans les villes de tout le pays ont eu lieu de grandes manifestations en guise de réponse ferme pour ratifier le soutien aux mesures gouvernementales.

Cette attitude de ralliement a réactivé, en moins de deux semaines, le rôle des comités de quartier (CDS) et provoqué la formation, sous leur conduite, d'un front unique

contre la spéculation qui regroupe les ouvriers agricoles, les petits et moyens exploitants agricoles, la centrale syndicale la plus importante du pays (CST), le ministère du Commerce intérieur et la police. "Nous devons développer une résistance active et combative contre les spéculateurs pour défendre les prix et les salaires, ainsi que l'économie en général" annonçait au cours de la cérémonie de clôture de l'opération "martyrs de Quilali", le 20 février, le président Ortega, qui, sur sa lancée, exprimait la possibilité d'encourager une grève des consommateurs contre la spéculation.

Après avoir confirmé l'application des normes techniques de la réforme monétaire et annoncé les nouvelles dispositions, comme le contrôle de la possession de devises étrangères, le gouvernement et les dirigeants sandinistes non seulement ont ratifié leur volonté d'aller de l'avant et de renforcer le nouveau schéma économique, mais ils ont mis en garde contre les intentions de certains secteurs résolus à poursuivre "la chilénisation" du Nicaragua. Bien qu'au Chili, les transporteurs et les commerçants illégaux aient joué un rôle décisif, aux yeux des dirigeants nicaraguayens, la différence passe par des structures de pouvoir bien distinctes.

Expliquer, orienter et, si nécessaire, s'affronter politiquement, voilà les priorités du moment du parti gouvernemental et les tâches qui requièrent la mobilisation de tout chacun et la présence du peuple dans la rue. La résistance de groupes économiques, certes "populaires" par leur origine, mais qui par leur attitude grognarde adoptent aujourd'hui une ligne antisandiniste, demeure un facteur important. En cherchant à corriger d'insupportables distorsions économiques qu'illustre le tableau ci-dessous, la révolution a mis le doigt sur la plaie d'une réalité aussi vieille que l'histoire même du pays dans son étape moderne. Et ceux qui sont touchés et qui trouvent un écho dans les partis et les médias d'opposition représentent un secteur qui ne peut être ignoré dans un pays comme le Nicaragua souffrant de profondes déficiences de production et d'une complexe économie de survie. Dans un tel contexte, la spéculation n'est pas seulement l'oeuvre d'un groupe social mais aussi un comportement psychologique lourd de répercussions.

La résistance, bien que contrôlée, se poursuit. Et l'engagement des bénéficiaires de la réorganisation économique pour la défense du pouvoir d'achat est le contre-poids majeur du nouvel échafaudage social.

DISTORSION DES PRIX AVANT LA REFORME MONETAIRE  
DU 15 FEV. 88

Une bouteille de gaz liquide moyenne (pour un mois de consommation environ)	= cord.	6.500
un sac de charbon de bois (pour la cuisson d'un repas)	= cord.	5'000.
une pastèque	= cord.	50'000.
un sac de ciment	= cord.	8'000.
une tranche de pastèque	= cord.	3'000.
un gallon d'essence (4,5 l)	= cord.	3'000.
une botte de 4 petits oignons	= cord.	5'000.
un litre de lait pasteurisé	= cord.	2'500.

Distorsion du rapport prix-salaires,  
corbeille de la ménagère de 46 produits  
pour 4 personnes (en décembre 87)

= cord.	1'013'687.	
salaire minimum (snots, +),	= cord.	123'552.
salaire moyen (snots)	= cord.	446'977.
salaire maximum (snots)	= cord.	988'128.

un repas au restaurant de catégorie moyenne, pour 2 personnes	= cord.	200'000.
salaire, échelle 27 du snots	= cord.	715'104.
un repas modeste dans un marché pour 2 personnes	= cord.	100'000.
salaire, échelle 9 du snots	= cord.	305'000.

(+) l'échelle officielle des salaires, snots, va de 1 à 39.

Les récentes mesures visent à corriger une situation économique dominée par de graves distorsions. Les données de comparaison étaient celles en vigueur avant la réforme du 14 février.

## PANAMA : LE PRIX A PAYER POUR RESTER MAÎTRE DE SA POLITIQUE EXTERIEURE

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). Dans le fond, tout était clair, même pour les moins observateurs: le dernier voyage d'Erick Delvalle aux Etats-Unis, sa rencontre "fortuite" avec le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires latino-américaines, Elliot Abrahms, et les déclarations ultérieures de ce dernier qui indiquaient que le chef de l'Etat panaméen avait négocié le départ du général Noriega de la tête des forces armées en échange de la reprise de l'aide économique.

Quelques jours après, dans l'après-midi du 25 février, E. Delvalle, accompagné de l'ambassadeur des Etats-Unis, Arthur David, et de l'archevêque Marcos Macgrath (également d'origine américaine), annonçait brusquement la destitution du général Noriega et son remplacement par le colonel Marcos Justines. Quelle sorte d'appui avait offert E. Abrahms à E. Delvalle?

En apparence, la confrontation a lieu entre le général Noriega, accusé par les Etats-Unis de trafic de drogue et d'armes, et le gouvernement de R. Reagan que le général Noriega accuse de vouloir maintenir la présence américaine au Panama et de ne pas respecter le traité Torrijos/Carter, signé en 1977, qui prévoit le départ des troupes américaines avant le 31 décembre 1999. Mais les raisons de la confrontation sont bien plus profondes.

Le général Noriega et José Blandón, ex-consul du Panama qui a déserté à New York et a été utilisé contre lui, sont d'accord sur un point: Olivier North et l'amiral Poindexter ont essayé de persuader le chef militaire panaméen de plusieurs choses:

- 1) que le Panama abandonne Contadora et son effort de paix dans la région.
- 2) qu'il rompe ses relations avec Cuba.
- 3) qu'il provoque un incident avec le Nicaragua pour justifier une intervention américaine plus importante.

Toutes ces demandes ont été repoussées par le général Noriega et la situation s'est tendue jusqu'à déboucher sur les événements du 25.

Mais E. Delvalle avait sous-estimé certains éléments: d'abord la survivance de l'esprit "torrijiste" à l'intérieur des forces armées qui s'est vu renforcé par les menaces et les ingérences des Etats-Unis. Ensuite l'influence de Noriega auprès de ses compagnons d'armes qui le perçoivent comme un continuateur de l'oeuvre du général Torrijos et le garant du processus qui doit mener à la dé-

colonisation du pays. Enfin, les différences politiques internes semblent s'effacer comme par magie dans un pays où la lutte contre les interventions américaines est une constante historique.

La destitution du général Noriega a duré quelques heures à peine et celui qui a été désigné comme nouveau chef des forces armées, le colonel Justines, s'est chargé lui-même de mettre les choses au point: "Cela m'indigne. Je n'ai pas accepté, car cela reviendrait à trahir notre cause, le général Torrijos et le général Noriega. Je lui ai dit que nous étions tous derrière le commandement". Le colonel E. Castillo, chef de la police est allé plus loin: "C'est vrai qu'ici il y a quelqu'un qui doit partir. Ce n'est pas le général Noriega, mais E. Delvalle, car c'est un vendu qui favorise l'ingérence des Etats-Unis dans nos affaires internes".

Les fameuses "masses" dont a parlé E. Delvalle dans son surprenant communiqué et qui sont formées des couches sociales qui détiennent le pouvoir économique au Panama, ont tenté de sortir dans la rue pour l'appuyer, mais elles ont préféré rentrer dans leurs foyers quand elles se sont rendues compte qu'il ne s'agissait pas d'un jeu mais d'une confrontation. Un porte-parole de la garde a dit: "Ici, nous nous battons pour l'avenir du pays. Nous sommes prêts à tout pour défendre cet avenir que nous a tracé le général Torrijos".

L'Assemblée, où le nombre de députés présents était suffisant pour prendre des décisions, a destitué le président E. Delvalle. Roderick Esquivel, vice-président, n'est même pas apparu en public.

Le Conseil des ministres, en vertu des pouvoirs que lui a attribués l'Assemblée, a élu à la présidence le ministre de l'éducation, Manuel Solis Palma. Ce dernier a déclaré que le Panama "continuera à être tiermondiste, non-aligné, membre de Contadora et anti-impérialiste".

E. Delvalle est rentré chez lui, accompagné de l'ambassadeur des Etats-Unis, A. Davis, peut-être comme garant, pendant qu'à Washington commençaient à résonner les tambours de guerre à propos de ce qu'on appelle techniquement un coup d'Etat en niant évidemment la participation de la Maison Blanche dans toute la conspiration. Le général Noriega n'a pas pris la parole, mais la Radio nationale, qui est sous son commandement, et diffuse depuis le début de la crise les vieilles marches de combat des années 70, celles par lesquelles le général Torrijos avait l'habitude de convoquer le peuple aux activités anti-impérialistes.

Une de ces démonstration est prévues pour la fin de la semaine. Ce sera sans doute le premier test du nouvel équilibre par ce gouvernement surgi d'une situation impossible mais dont toutes les conséquences se révéleront dans les jours qui viennent.

## ETRE FEMME AU GUATEMALA

par Lucrecia Robles .

**Managua, (ANN) . Vivre est un risque. Vivre en Amérique centrale, région convulsée par les conflits, est un risque plus grand. Mais vivre au Guatemala, et, bien plus, être une femme guatémaltèque c'est bien pire encore, particulièrement si l'on assume la fonction sociale liée au fait d'être femme, celle de la reproduction, de la génération de nouveaux êtres humains.**

Si l'on examine les statistiques publiées en 1983 par l'organisation panaméricaine de la santé (OPS), dans un document qui a pour titre "les conditions de santé dans les Amériques (1977/1980)", on s'aperçoit que 8,3 % des femmes décédées entre 15 et 45 ans sont mortes de complications de la grossesse, de l'accouchement et des suites de l'accouchement.

Dans les pays industrialisés, ce taux est tombé à moins de 1 %, et des efforts constants sont faits pour diminuer encore les risques. Dans certains cas, on est presque arrivé à les éliminer totalement. Mais au Guatemala, selon les statistiques, le taux des décès liés à ces complications a augmenté de 18 %, entre 1980 et 1983, et il n'y a aucune raison de supposer que la situation se soit améliorée depuis, au contraire, tout laisse à penser qu'elle a empiré de façon notable.

## MOURIR POUR DES RAISONS INJUSTIFIABLES

Par ailleurs, on peut penser que ce pourcentage serait plus élevé si on arrivait à enregistrer précisément tous les décès intervenus pour les raisons mentionnées. Mais la situation sociale, économique et militaire du pays empêche de réaliser un travail statistique sérieux, puisque les conditions minimales qu'il requiert ne sont pas réunies. Cela rend le panorama encore plus sombre. De plus, du total des décès liés à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites, on ne connaît la raison exacte que dans 20 % des cas, généralement la toxémie, les hémorragies ou la septicémie. 80 % sont donc enregistrés sous la dénomination nébuleuse de "complications", ce qui met en évidence l'absence de diagnostic précis, due au manque de suivi médical.

Cependant, les décès en relation avec la procréation n'occupent que le troisième rang des causes de morts prématurées des femmes.

Arrivent en effet en tête les infections intestinales, puis les complications respiratoires et l'influenza. Ce qui, traduit en langage quotidien, signifie qu'au Guatemala, la population et particulièrement les femmes meurent de diarrhées, de gripes et de rhumes. Et pour préciser davantage, la principale cause de décès, c'est la faim. Car

n'importe quel être humain raisonnablement alimenté affronte sans difficulté, éventuellement en gardant le lit quelques jours, ces problèmes qui dans les pays industrialisés n'ont pas rang de maladie. De même une femme bien alimentée, au moment de la grossesse, risque beaucoup moins qu'une femme qui souffre de dénutrition. Et pourtant, ces troubles, qui devraient avoir un caractère anodin, tuent inexorablement des milliers de femmes guatémaltèques, insuffisamment nourries de générations en générations. De plus, la femme dans son rôle de mère est toujours la personne la plus mal alimentée de la famille, car, pour donner à manger à ses enfants déjà nés, elle n'hésite pas à se nourrir moins que les autres, voire à ne pas manger du tout, même si elle est enceinte ou si elle allaite.

## NAITRE AU GUATEMALA

Si pour tous les enfants le moment de la naissance est le plus dangereux, au Guatemala, le risque est multiplié. 20 % seulement des accouchements se font dans des centres hospitaliers qui réunissent les conditions indispensables pour garantir la vie de la mère et celle de l'enfant. 22 % sont faits par des sages-femmes, au domicile de la parturiente, lequel, le plus souvent, ne réunit pas les conditions minimales. Mais plus de la moitié des enfants guatémaltèques sont mis au monde par des sages-femmes empiriques qui ont appris de leur propre expérience la façon de faire un accouchement. Enfin, 5 % des accouchements ne reçoivent aucune attention.

Dans ces conditions, compte-tenu du manque de centres de soins, de leurs prix élevés et de leur éloignement, une complication, même minime, représente un danger grave pour la mère et l'enfant, et provoque fréquemment la mort des deux.

Pourtant, malgré les risques importants que leur fait courir la procréation, les femmes guatémaltèques continuent à faire des enfants, convertissant ainsi le Guatemala en un des pays les plus féconds du continent américain, le deuxième, derrière le Honduras, avec un taux de natalité supérieur à 4 %.

Ces femmes, dont l'espérance de vie dépasse à peine 50 ans - alors qu'elle est de 80 ans pour la femme étasunienne -, continuent, dans des conditions extrêmement difficiles, à mettre au monde toujours plus d'enfants, dont beaucoup n'atteindront pas l'âge adulte. Il faut chercher les raisons de ce phénomène en partie dans le sous-développement et dans l'ignorance.

Mais c'est aussi, en quelque sorte, la manifestation de l'espoir que certains survivent et connaissent un monde meilleur. C'est une attitude de rébellion face à ceux qui mettent tous leurs efforts à détruire la vie pour dominer les hommes et les femmes et les rendre esclaves.

**EN BREF :****RESTRUCTURATION DE L'APPAREIL D'ETAT**

Managua (ANN) Le 25 février, le gouvernement nicaraguayen a annoncé la restructuration de l'administration publique et la réduction de 10 % du budget national. Ces mesures visent à redéfinir les priorités de la gestion d'Etat tout en assurant le transfert des techniciens et des cadres vers les secteurs de la production et de la défense.

Au terme d'une réunion du cabinet au complet, le président Ortega a fait savoir que six ministères actuels seraient regroupés en deux grands: le ministère unifié du Commerce intérieur, extérieur et de l'industrie sera dirigé par le commandant de la Révolution, Luis Carrión, jusque-là vice-ministre de l'intérieur, et le second comprendra les secteurs du transport, de la construction et du logement. Sera également créé la procuration générale de la République, instance unique qui exécutera les affaires légales de l'Etat. Le ministère de l'éducation (MED) et le conseil national de l'éducation de l'enseignement supérieur (CNES) seront unifiés.

Les fonctions du ministère de la justice seront assumées par le conseil électoral pour ce qui est de l'enregistrement civil et par le ministère de l'industrie et des finances pour ce qui est de l'enregistrement de la propriété et de l'industrie.

Des directives ont été données à toutes les institutions publiques pour qu'elles travaillent des propositions sur la réduction de leurs dépenses de l'ordre de 100 %. "Il ne s'agit pas de soustraire cette quantité de salaires, mais davantage de faire un réajustement qualitatif et de restructurer chaque organisme" a précisé le président. Les ministères de la défense et de l'intérieur sont également touchés.

Puis il a appelé à la formation d'un "front commun", le plus large possible, réunissant les commerçants légaux, les organismes de production, les dirigeants ouvriers et agricoles pour livrer une bataille contre la spéculation et garantir l'écoulement de la production par les canaux sûrs. Conjointement les autorités prendront des mesures de retorsion, allant jusqu'à la confiscation, contre les entreprises publiques ou privées qui spéculent sur la distribution et la vente de leurs produits. "Nous allons assurer par tous les moyens que la production transite, comme il se doit, par le réseaux établis" a dit D. Ortega, appelant les travailleurs à exercer un contrôle constant et constructif sur la production de leurs entreprises. Il a rappelé que le problème de l'approvisionnement est étroitement lié à la capacité de l'Etat de canaliser et distribuer la production. Le ministère du Commerce intérieur (MICOIN), à qui incombe cette tâche, devra se montrer plus dynamique et plus efficace pour garantir la remise des aliments de base à la population.

**ACTIVITES DES INTERNATIONALISTES ET DES ONGS**

Managua (ANN) Une petite cérémonie d'adieu a eu lieu le 24 février en présence du commandant de la Révolution Bayardo Arce et de centaines de brigadistes de plusieurs pays ayant participé à la récolte du café.

Après avoir remercié, au nom du peuple nicaraguayen, les internationalistes pour leur aide, B. Arce les a encouragés à témoigner, une fois de retour, de ce qu'ils ont vu et vécu et à apporter leurs forces vives au mouvement de la solidarité.

Le lendemain, 25 février, des représentants d'une cinquantaine d'organismes non-gouvernementaux nationaux et étrangers se réunissaient à Managua pour commencer à analyser les répercussions des nouvelles mesures économiques sur la bonne marche des projets.

Après avoir résumé les mobiles qui ont mené à la réforme du 14 février, le vice-président de la Banque centrale, Roberto Gutierrez, a sollicité l'opinion des organismes présents sur l'incidence notamment des mesures monétaires sur leurs activités au Nicaragua.

Une autre réunion a été fixée pour la semaine prochaine avec des responsables du ministère de la Coopération extérieure. Y seront étudiés tous les problèmes résultant du nouveau cours monétaire unique de 10 cordobas pour 1 dollar et de l'augmentation des prix de nombreux produits nicaraguayens et importés.

La valeur des projets de développement financés par ces organismes est estimée à 10 millions de dollars par an, ce qui est considéré par les dirigeants comme un apport important, car au-delà de l'aspect financier il est l'expression de la solidarité des peuples.

**LE RETOUR DES MISKITOS SE POURSUIT**

Managua (ANN) 1'500 Miskitos se sont rapatriés du Honduras au cours des deux premiers mois de cette année. 470 sont rentrés par voie aérienne et le reste a franchi le poste-frontière de Leymus, sur les rives mêmes du Rio Coco. A ce rythme, et supposant que la situation militaire dans l'Atlantique nord se normalise, 8'000 Miskitos pourraient rentrer au Nicaragua cette année. Ces rapatriés sont aidés ou par le Haut Commissariat pour les réfugiés (ACNUR) ou par le ministère de la santé publique et du bien-être (INSSBI).

## ETATS-UNIS: LA CAMPAGNE ELECTORALE ET LA POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA

(suite)

par Robert Cohen

*New York, (ANN). Comme nous avons commencé à le faire dans notre précédent bulletin, nous vous proposons cette semaine d'examiner les positions de deux autres candidats, Robert Dole pour le parti républicain et Gary Hart pour le parti démocrate.*

### ROBERT DOLE, REPUBLICAIN

Sénateur de l'Etat du Kansas, il a de bonnes chances d'être retenu comme candidat à la présidence, surtout après son triomphe aux élections primaires du parti républicain dans l'Iowa. Il a toujours voté en faveur de l'aide aux contras et il a fait tout un "show" publicitaire l'an dernier. Managua dans le but de faire la preuve de son anti-sandinisme devant les secteurs de droite qui constituent sa base électorale potentielle. Il a dit, avec une certaine légèreté, que les Etats-Unis pourraient régler le problème du Nicaragua par une petite guerre de trois jours. Il a également affirmé que la doctrine Monroe devra prévaloir dans l'hémisphère occidental.

Il a apporté un pappui nuancé aux accords du Guatemala, car, selon lui, ils n'abordent pas de façon adéquate les préoccupations des Etats-Unis concernant leur sécurité.

### GARY HART, DEMOCRATE

L'ex-Sénateur de l'Etat du Colorado a posé de nouveau sa candidature à la nomination démocrate. Il avait abandonné la course à l'investiture à la suite de la révélation d'une aventure extra-conjugale qu'il avait eue avec un mannequin. Il s'est opposé constamment à l'aide aux contras, arguant que cet instrument n'augmente pas la pression contre les Sandinistes. Pour lui, les Etats-Unis disposent d'autres moyens pour garantir leurs intérêts légitimes de sécurité en Amérique Centrale. Ils doivent s'assurer que le Nicaragua n'exporte pas la subversion chez ses voisins et ne se convertisse pas en base sovjéique. Si d'était le cas, il faudrait employer les moyens nécessaires, y compris la force. Il affirme qu'il appuie le processus de paix, mais il soutient que les Etats-Unis devraient prendre les mesures suivantes, qui sont graduelles, pour augmenter la pression sur le gouvernement sandiniste si les négociations venaient à échouer: obtenir l'accord des alliés, des Etats-Unis pour arrêter tout échange commercial avec le Nicaragua, chercher un consensus pour éliminer toute aide bilatérale ou multilatérale, imposer des sanctions encore plus fortes contre le Nicaragua, par exemple interdire toutes transactions financières comme les crédits, isoler le Nicaragua au niveau international et rompre les relations diplomatiques.

-----  
L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

-----

